

Unité départementale Le Havre
48 rue Denfert Rochereau
BP 59
76084 Le Havre

Le Havre, le 23/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CHIMIREC VALRECOISE SAS

79 rue Auguste Bonamy
ZI Sud
60130 Saint-Just-en-Chaussée

Références : -
Code AIOT : 0005802027

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/07/2024 dans l'établissement CHIMIREC VALRECOISE SAS implanté Port Sud du Havre n° 1477 Route des Gabions 76700 Gonfreville-l'Orcher. L'inspection a été annoncée le 20/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHIMIREC VALRECOISE SAS
- Port Sud du Havre n° 1477 Route des Gabions 76700 Gonfreville-l'Orcher
- Code AIOT : 0005802027
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral complémentaire du 16 avril 2012, la société CHIMIREC-VALRECOISE est autorisée à exploiter :

- un centre de regroupement et de transit de déchets industriels,
- une unité de broyage de déchets non dangereux plastiques.

Le site emploie 36 personnes.

Le site est certifié ISO 14001, 45001 et 9001.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conditions de stockage	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 10.3	Sans objet
2	Réception des déchets	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 7.1.4	Sans objet
3	Prescriptions particulières applicables aux activités de regroupement et de	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 8	Sans objet
4	Prescriptions particulières applicables à l'unité de lavage et de broyage	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 9	Sans objet
5	Ressources en eau	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.7.2.2	Sans objet
6	Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 4.3.3	Sans objet
7	Infrastructures et installations	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.3.2	Sans objet
8	Gestion de la sécurité	AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.5.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 09 juillet 2024 a permis de constater que les conditions d'exploitation du site sont satisfaisantes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 10.3
Thème(s) : Autre, Conditions de stockage
Prescription contrôlée :

Les cuves de stockage doivent être associées à des capacités de rétention.
<p>Constats :</p> <p>Les déchets liquides en vrac (huiles noires, liquides de refroidissement usagés et eaux souillées) sont regroupées dans quatre cuves aériennes sous le bâtiment. Le contenu des fûts collectés est pompé et regroupé dans ces cuves. Depuis 2018, l'exploitant réalise des contrôles à réception pour tracer le PCB. Les enlèvements ont lieu par des camions-citernes. Les déchets sont envoyés vers des centres d'élimination agréés situés en Seine-Maritime.</p> <p>L'exploitant a déclaré qu'en moyenne les cuves étaient vidées chaque semaine. Lors de la visite sur le terrain, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'un étiquetage des cuves indique la nature du produit stocké et sa capacité, • que le niveau des cuves est lisible à l'extérieur des cuves. Chaque soir, l'exploitant relève le volume stocké dans chaque cuve et chaque alvéole de stockage puis reporte les données au poste d'accueil en cas d'intervention du SDIS, • que la rétention était en bon état et propre. Une signalétique indique sa capacité de rétention : 116 m³.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réception des déchets

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 7.1.4
Thème(s) : Autre, Nature des déchets admis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Seuls les déchets listés en annexe 2 sont admis sur le site.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site réceptionne essentiellement des déchets dangereux (absorbants, chiffons, filtres à huile,...). Environ 80 % des déchets sont collectés par CHIMIREC-VALRECOISE.</p> <p><u>Données GERP 2022 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Quantité totale de déchets dangereux produits ou expédiés : 6988 t • Quantité totale de déchets non dangereux produits ou expédiés : 1349 t <p><u>Données GERP 2023 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Quantité totale de déchets dangereux produits ou expédiés : 8306 t • Quantité totale de déchets non dangereux produits ou expédiés : 1513 t
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Prescriptions particulières applicables aux activités de regroupement et de

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 8
Thème(s) : Autre, Alvéoles de stockage

Prescription contrôlée :

Toutes les dispositions doivent être prises pour que les déchets admis ne séjournent jamais plus de 90 jours. Les déchets, à l'exception des déchets stockés en bennes couvertes, doivent être entreposés à l'intérieur du bâtiment dans cinq alvéoles. Ces alvéoles doivent être :

- étanches, nettement délimitées, séparées et associées chacune à une capacité de rétention de 1 m³,
- séparées les unes des autres par une cloison. L'entreposage des déchets doit être réalisé de façon à ce que les déchets incompatibles ne puissent avoir aucun contact. Les opérations de transvasement, mélange de déchets incompatibles sont interdites.

L'affectation des différentes alvéoles doit être clairement indiquée par des marquages ou des affichages appropriés. Un panneau situé à l'entrée du bâtiment doit indiquer les consignes de sécurité et la nature des déchets entreposés dans chacune des alvéoles. Le contenu des alvéoles ne doit pas déborder des murs des alvéoles dans les allées de circulation de la halle de stockage afin d'éviter la propagation d'incendie :

- lorsqu'il n'y a pas d'activité sur l'alvéole,
- à la fin de la journée de travail sur toutes les alvéoles. Un contrôle de l'état et du degré de remplissage des différentes alvéoles doit être réalisé périodiquement par l'exploitant. Les déchets stockés à l'extérieur dans des bennes couvertes (de 30 m³ maximum) doivent se trouver à minima à 8 mètres des limites de propriété du site. Les déchets doivent être périodiquement évacués vers les installations de valorisation, de traitement ou de stockage adaptées et autorisées à les recevoir.

Constats :

Chaque alvéole de déchets est identifiée par une signalétique appropriée selon la nature du déchet stocké. Les consignes de sécurité relatives à la manutention et au stockage des déchets sont affichées spécifiquement pour chaque alvéole.

Les aérosols sont stockés spécifiquement dans un îlot grillagé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Prescriptions particulières applicables à l'unité de lavage et de broyage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 9

Thème(s) : Autre, Broyage déchets plastique non dangereux

Prescription contrôlée :

Les plastiques traités doivent être uniquement des bidons et fûts n'ayant contenu que des produits non dangereux ou répondant aux critères de l'article 3 du décret du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets.

La réception des plastiques à traiter doit se faire dans une fosse dans laquelle pourront se faire les opérations de lavage d'emballages.

Les effluents générés seront pompés et envoyés vers la cuve de stockage d'eaux souillées de 65 m³.

Aucun lavage d'emballage ou de tout autre déchet ne peut se faire hors rétention.

Les plastiques, ensuite déchiquetés et broyés sous eau, doivent être conditionnés en big-bags

<p>sous la halle 2.</p> <p>La capacité de stockage sera de 100 m³ répartie en 50 big-bags de 2 m³ sur une surface de 50 m².</p>
<p>Constats :</p> <p>Les plastiques traités proviennent essentiellement des garages automobiles (pare-chocs, bidons et fûts ayant contenu des produits non dangereux tels que lave-glace et liquides de refroidissement).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Ressources en eau

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.7.2.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Poteaux d'incendie et réserve incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Défense contre l'incendie :</p> <p>La défense contre l'incendie doit être composée au minimum d'un poteau incendie de 2*100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur une canalisation de 150 mm assurant un débit minimum de 2000 litres/minutes sous une pression dynamique de 1 bar (NFS 62.200). Cet hydrant doit être implanté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à cinq mètres de celle-ci ; • <i>a minima</i> à 100 mètres de l'entrée du site. Les moyens de défense contre l'incendie (hydrant ou réserve d'eau) doivent être réceptionnés en présence d'un représentant du SDIS. L'exploitant doit transmettre un exemplaire de ce rapport au service prévention situé 6 rue du verger - BP 78 - 76192 YVETOT CEDEX. <p>Les raccords du (ou des) poteau(x) incendie sont orientés vers la voie engin.</p> <p>Réserve incendie :</p> <p>Le bassin de confinement défini à l'article 6.7.7 est utilisable comme réserve incendie. Il doit disposer :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un volume minimal constant (adapté au risque incendie du site), • d'une aire permettant la mise en station des engins-pompes auprès de cette réserve, grâce à une plate-forme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 160 kilonewtons et ayant une superficie minimale de 32 m² (8m x 4m), desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres. Ce bassin est régulièrement entretenu (nettoyage, curage).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser une plate-forme d'aspiration pour le service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Le jour de l'inspection, l'inspection a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'une signalisation « Réserve incendie - 240 m³ », • la mise en place d'un cadenas sécable permettant de fermer le portail d'accès au bassin incendie, • l'installation d'une colonne fixe d'aspiration, • la matérialisation des niveaux disponibles par le traçage de bandes de niveaux sur les parois du bassin.

L'exploitant a déclaré que l'entretien et le nettoyage du bassin sont assurés *a minima* une fois par an. Le dernier nettoyage a été réalisé le 04 novembre 2021. Lors de la vidange du bassin, l'exploitant peut utiliser la lagune d'ETARES. L'exploitant en informe le SDIS et la sécurité portuaire.

Un poteau incendie se trouve à 100 mètres du bâtiment de stockage (une signalisation indique sa localisation). Il a été vérifié le 12 janvier 2024 par la société CHUBB. Le rapport de vérification indique que le débit du poteau incendie est de 42 m³/h alors que l'arrêté préfectoral impose un débit de 120 m³/h. La réserve d'eau de 240 m³ et la plate-forme d'aspiration viennent compenser le manque de débit du poteau incendie. Cette disposition a été validée par le SDIS lors de sa visite sur le site le 23 février 2012.

L'inspection rappelle à l'exploitant que la plate-forme d'aspiration doit rester accessible au service du SDIS même en période de travaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 4.3.3

Thème(s) : Autre, Caractéristiques générales des rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées et les eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie doivent transiter par un décanteur-déshuileur. Ce dispositif doit être vidangé périodiquement, au minimum une fois par an et les déchets collectés doivent être éliminés dans une installation autorisée à cet effet. Ces eaux, après passage par le décanteur-déshuileur, doivent être dirigées vers un bassin de confinement d'un volume minimum de 400 m³. Ce bassin doit être étanche. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité par le biais de prélèvements puis d'analyses réalisés par un laboratoire agréé. Les résultats de ces mesures doivent être transmis à l'inspection des installations classées. Pour que le rejet soit autorisé, les effluents rejetés doivent être exempts de :

- Matières flottantes ;
- Produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes ;
- Tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières premières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- température : < 30°C
- pH : compris en 5,5 et 8,5

Paramètres : Concentration (mg/l) MES : 30 - DCO : 120 - DBO5 : 20 - Hydrocarbures : 5

En cas de non respect de ces valeurs limites, l'exploitant devra faire éliminer les eaux du bassin dans une installation autorisée à cet effet.

Un système doit permettre l'isolement du réseau de collecte des eaux avec le bassin de récupération des eaux. Ce dispositif doit être maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.

Constats :

En moyenne, l'exploitant procède une fois par an au curage du bassin et à la vidange du séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant a remis les BSDD correspondant correctement renseignés : élimination de 8 tonnes de boues le 12 octobre 2023 par SEREP.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont traitées par un séparateur d'hydrocarbures avant de rejoindre le bassin de 420 m³. Le bassin est dimensionné pour recevoir les eaux de pluies susceptibles d'être polluées et les eaux d'extinction incendie. Le jour de l'inspection, le bassin de confinement des eaux incendie était disponible (un volume minimal de 240 m³ doit être maintenu disponible dans le bassin en cas d'incendie). Avant de procéder à la vidange, une analyse des eaux est réalisée par un laboratoire d'analyses extérieur afin de contrôler leur qualité. L'exploitant transmet systématiquement à l'inspection les résultats de ces analyses. Aucun dépassement des valeurs limites fixées à l'article 4.3.3 n'a été mesuré.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Infrastructures et installations

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.3.2

Thème(s) : Autre, Installations électriques - Mise à la terre

Prescription contrôlée :

Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre. Le matériel électrique doit être entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs doivent être mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique doit être effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant doit conserver une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Constats :

Les installations électriques ont été vérifiées le 21 février 2024 par DEKRA. Aucune non-conformité n'a été relevée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Gestion de la sécurité

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 16/04/2012, article 6.5.1

Thème(s) : Autre, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit s'assurer de la continuité du niveau de sécurité des installations, des moyens de sécurité et de lutte contre l'incendie (installations électriques, l'éclairage de sécurité, chauffages, exutoires, systèmes de détection et d'extinction, alarmes, extincteurs, RIA, poteaux d'incendie, portes coupe-feu, vannes de barrage,...).

Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre de sécurité

avec les mentions suivantes :

- Date et nature des vérifications techniques ;
- Personne et/ou organisme chargé de la vérification ;
- Motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident ;
- Résultats de la vérification et mesures correctives ou préventives éventuelles ;
- Les dates des exercices ainsi que les observations auxquelles ils ont pu donner lieu.

Ce registre doit être tenu à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les exutoires ont fait l'objet d'une vérification le 23 janvier 2024 par la société CHUBB. Des non-conformités ont été constatées au niveau du désenfumage naturel. L'exploitant a remis le rapport d'intervention de la société CHUBB du 26 mars 2024 levant ces non-conformités.

Les extincteurs et les RIA ont été vérifiés les 09 et 12 janvier 2024 par la société CHUBB qui réalise la maintenance nécessaire.

Le fonctionnement de la porte coupe-feu séparant les deux halles a été vérifié en février 2024 par la société PORTAFEU. Aucune non-conformité n'a été constatée.

L'exploitant a installé une détection optique de fumées asservie :

- à un dispositif d'alarme sonore avec rapport téléphonique vers trois destinataires CHIMIREC-VALRECOISE et la sécurité portuaire du Havre,
- à la fermeture de la porte coupe-feu, 17 détecteurs optiques de fumées sont installés sur le site.

La centrale incendie pilotant l'ensemble de la chaîne de sécurité (détection, alarme,...) est installée dans le bureau de Mme MARQUES. La société DEF a réalisé une vérification de l'installation de détection du 02 au 03 mai 2024.

L'exploitant a installé le 19 juin 2024 (mise en service par la société DEF) :

- 2 sirènes à l'intérieur et à l'extérieur des bureaux,
- 2 déclencheurs manuels d'alarme incendie à l'accueil secrétariat et à l'entrée des bureaux,
- 1 détecteur au local informatique.

Type de suites proposées : Sans suite